



**Arrêté du 10 août 2022 portant interdiction temporaire des feux d'artifices et des systèmes
susceptibles de s'envoler et comportant une flamme jusqu'au 15 août 2022 inclus**

--
**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2211-1 à L 2212-2 et L 2212-4 et L 2215-1 ;
- Vu** le Code de la sécurité intérieure notamment ses articles L 131-4 et suivant ;
- Vu** le Code de l'environnement,
- Vu** le Code pénal ;
- Vu** le Code de procédure pénale ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 modifié, relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;
- Vu** le décret n°2015-799 du 1^{er} juillet 2015 modifié, relatif aux produits et équipements à risques ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 31 mai 2010, modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 sus-cité ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°22-040 du 22 juillet 2022 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la Seine-Maritime.

Considérant

- le danger météorologique d'incendie, évalué par Météo France, de « sévère » à « très sévère » dans les jours à venir, pour le département de la Seine-Maritime ;
- les conditions météorologiques actuelles susceptibles d'aggraver la situation de sécheresse de la végétation vivante et morte, en l'absence de précipitations ces derniers jours ;

- les risques de départ de feux générés par les tirs de feux d'artifices, eu égard à la sécheresse et aux conditions météorologiques ;
- la nécessité de réglementer l'usage des pièces et tirs d'artifices et des lâchers de lanternes volantes dans le département de la Seine-Maritime, afin d'assurer la sécurité publique et la préservation de l'environnement.

sur proposition de la sous-préfète, secrétaire générale,

ARRÊTE

Article 1 : L'usage et le tir des feux d'artifices, ainsi que le lâcher de lanternes volantes (dites aussi lanternes célestes, chinoises et thaïlandaises) sont interdits dans le département de la Seine-Maritime.

Cette interdiction ne s'applique pas aux spectacles pyrotechniques tirés par des artificiers titulaires d'un certificat de qualification en cours de validité. Toutefois, le maire, en tant qu'autorité de police sur sa commune, se doit de prendre toutes les mesures nécessaires conduisant à la sécurité du public et à la préservation de l'environnement s'il estime que la localisation de l'évènement peut être de nature à présenter un danger de départ de feu, ou si les conditions météorologiques venaient à s'aggraver (sécheresse).

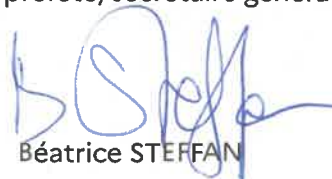
Article 2 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa parution au recueil des actes administratifs de la Seine-Maritime et jusqu'au lundi 15 août 2022 inclus.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

Article 4 : La sous-préfète, secrétaire générale, le directeur de Cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Dieppe et du Havre, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement départemental de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs.

Rouen, le 10 août 2022

Pour le préfet et par délégation,
la sous-préfète, secrétaire générale,



Béatrice STEFFAN

Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Il peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible via le site www.telerecours.fr